



Centre de ressources, d'expertise
et de performance sportive
Passion sportive, excellence éducative !

SITES d'AIX EN PROVENCE, ANTIBES ET SAINT - RAPHAEL BOULOURIS

Marché public de fournitures et service

**Mission d'étude, de conception, de fabrication et de pose de la signalétique du
CREPS Provence Alpes Côte d'Azur**

Marché n°2020 -11

Date et heure limites de remise des offres :

Le 28 janvier 2021 à 18 heures

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Sommaire :

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS

ARTICLE 5 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE-6 – CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

ARTICLE 7 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES -QUESTIONS

ARTICLE 9 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ARTICLE 10 : VOIE DE RECOURS

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

La présente consultation est organisée par le CREPS Provence - Alpes - Côte d'Azur, Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive Provence Alpes Côte d'Azur.

Adresse et coordonnées du pouvoir adjudicateur :

Direction du CREPS – Provence – Alpes – Côte d'Azur

Pont de l'Arc

CS 70445

13 098 AIX-EN-PROVENCE cedex 2

Téléphone : 04.42.93.80.02

Télécopie : 04.42.27.53.28

Email : bap@creps-paca.sports.gouv.fr

ARTICLE 2 - OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation porte sur : **«une mission d'étude, de conception, de fabrication et de pose de la signalétique » pour chacun des 3 (trois) sites du CREPS – Provence – Alpes – Côte d'Azur.**

Les prestations attendues répondent aux objectifs et ambitions du CREPS Provence Alpes Côte d'Azur qui souhaite développer une nouvelle signalétique afin de mieux accueillir les différents publics du CREPS.

Le titulaire devra répondre aux prestations suivantes :

- d'étude et de conception de la signalétique intérieure, extérieure et de sécurité ;
- de la fabrication et pose des équipements de signalétique,
- et de dépose de la signalétique existante (si besoin est).

Le détail des prestations attendues du titulaire figure précisément dans le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.T.P.).

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 – Définition de la procédure

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, en application des articles L 2123 – 1 et R 2123 – 1 du Code de la commande publique.

Le marché public donnera lieu à la conclusion d'un accord – cadre mono -attributaire, qui s'exécutera au fur et à mesure par l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles L 2125 – 1, R 2162-1 à R 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Les prestations feront l'objet d'un marché à bons de commande passé sans minimum, mais avec un maximum en application de l'article R 2162 – 4 du Code de la commande publique.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Il s'agit d'un marché à prix mixtes, composé de prix unitaires et de prix forfaitaires.

3.2 - Décomposition en tranches et en lots

Le marché n'est pas alloti, il est global, à raison de l'unicité des prestations. En effet, une dévolution par lots rendrait financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations objet du marché.

Le présent marché ne comprend pas de tranches.

3.3 - Conditions de participation des concurrents – groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Aucune forme de groupement n'est imposée, mais en cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire des autres membres du groupement.

3.4 - Nomenclature communautaire

71241000 -9 - Etudes de faisabilité, service de conseil, analyse.

71300000-1 - Services d'ingénierie

44423400 - 5 Panneaux de signalisation et articles connexes

35261000 - 1 Panneaux d'information

45233290 Installation de panneaux de signalisation

3.5 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **180 (cent quatre – vingt) jours** à compter de la date limite de remise des offres, telle que fixé dans le présent règlement.

3.6 – Variantes, offre de base et prestations supplémentaires

3.6.1 Les variantes ne sont pas autorisées.

3.6.2 Offre de base et prestations supplémentaires éventuelles

Il est prévu une offre de base et des prestations supplémentaires éventuelles.

L'offre de base comprend :

- l'étude et la conception de la signalétique extérieure et intérieure,
- la fabrication et la pose des équipements de signalétique choisis,
- et la dépose de la signalétique existante (si besoin est)

Il est prévu des prestations supplémentaires éventuelles (P.S.E.):

- Pour les prestations relatives à la réalisation de la signalétique de sécurité, pour chacun des 3 (trois) sites(P.S.E. numéro 1 obligatoire),
- Pour les prestations relatives à l'installation de totems numériques interactifs, afin d'afficher des informations numériques évolutives et interactives, (P.S.E ; numéro 2 facultative)

3.7 – Visites obligatoire des sites

Afin de permettre aux candidats de bien appréhender l'importance et la spécificité des prestations à réaliser des visites sur site sont organisées afin que tous les candidats puissent visualiser la disposition des équipements.

Avant la remise des offres, la visite des 3 (trois) sites par les candidats est facultative, mais vivement conseillée. La visite de l'un au moins des 3 (trois) sites du CREPS est néanmoins obligatoire.

Afin de réaliser une visite, les candidats devront contacter l'interlocuteur référant sur site, afin d'obtenir un rendez- vous.

Des créneaux de visites sont d'ores et déjà organisés.

Deux dates sont proposées par site

Site d'Aix –en - Provence	Site de Saint – Raphael Boulouris	Site d'Antibes
Le jeudi 7 janvier, de 10H à 12H Le mardi 12 janvier, de 10H à 12H	Le mardi 5 janvier, de 9H30 à 11H30 Le lundi 11 janvier, de 9H30 à 11H30	Dates pour visites groupées proposées à compter du 4/01/2021, sur contact ci -après
Lieu de rendez-vous : Accueil Contacts : Petra BIGENWALD et Sylvain PERRIN - petra.bigenwald@creps-paca.sports.gouv.fr et sylvain.perrin@creps-paca.sports.gouv.fr avec copie à cristelle.auzeau@creps-paca.sports.gouv.fr Tel : 06 09 67 77 31 (p.bigenwald) – joignable à compter du 4 janvier 2021	Lieu de rendez-vous : Accueil Contact : Aldo CANTI aldo.canti@creps-paca.sports.gouv.fr ; avec copie à david.ortet@creps-paca.sports.gouv.fr Tel : 06 26 91 45 76 (a.canti) – joignable à compter du 4 janvier 2021	Lieu de rendez-vous : Accueil Contact : aldo.canti@creps-paca.sports.gouv.fr avec copie à patrice.bihan@creps-paca.sports.gouv.fr Tel : 06 26 91 45 76 (a.canti) – joignable à compter du 4 janvier 2021

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la non-visite d'au moins 1 (un) des 3 sites est éliminatoire.

Une attestation de visite sera délivrée aux candidats à l'issue de la visite et sera jointe au dossier du candidat.

Situation sanitaire liée au COVID-19
<p>Suite à la situation sanitaire liée au COVID-19, le candidat devra respecter les règles sanitaires obligatoires suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - port de masque sous peine de ne pas effectuer la visite; - respect de la distanciation physique/sociale et des gestes barrières ; - chaque visite sera limitée à 6 (six) personnes. Aussi, le nombre de représentant par entreprise sera limité à deux personnes maximum. Le candidat devra adresser par mail à l'interlocuteur du site concerné, une demande de validation de la date de visite souhaitée ;

3.8 - Modalités de financement

Le marché sera financé sur le budget de fonctionnement de l'établissement.

3.9 - Règlement du marché

Le paiement est effectué par mandat administratif dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception de la facture, conformément aux règles de la Comptabilité Publique.

Le paiement s'effectuera sur facturation de l'entreprise titulaire après exécution des prestations figurant sur chaque bon de commande.

3.10 - Durée et délais

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification, et est renouvelable 2 (deux) fois par tacite reconduction, pour une même durée.

La date prévisionnelle de début d'exécution des prestations est prévue pour le mois dès sa notification, en début d'année 2021

Il est attendu du titulaire que la mise en place de la nouvelle signalétique extérieure soit effectuée au plus tard le 1^{er} juin 2021.

Le délai d'exécution des commandes passées durant la période de validité du marché sera indiqué par le candidat dans l'acte d'engagement et dans l'offre technique. Le point de départ du délai de livraison correspond à la date de réception des bons de commande, par le titulaire, par tout moyen permettant d'attester une date certaine (par exemple : confirmation du mail....).

ARTICLE 4 - DOSSIER DE CONSULTATION REMIS AUX CANDIDATS

4.1 - Composition du dossier

Le dossier de consultation comprend les pièces suivantes :

- Le présent Règlement de consultation (RC),
- L'acte d'engagement (A.E.), dont la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire. (D.P.G.F.), ainsi qu'un B.P.U. (Bordereau des Prix unitaires),
- Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (C.C.A.T.P.) et ses 3 (trois) Annexes,
- La lettre de candidature – Modèle Cerfa DC1,

- La déclaration du candidat – Modèle Cerfa DC2.

4.2 - Modification du dossier

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard **6 (six) jours** avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié ou complété sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

4.3 - Modalités de retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est disponible par téléchargement sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, sur la plateforme www.marches-publics.gouv.fr.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'un téléchargement anonyme sans inscription, ne leur permettra pas d'être tenus informés des éventuels compléments, corrections ou modifications apportés au dossier de consultation.

De même, lors de l'inscription, une attention particulière devra être apportée au libellé de l'adresse courriel, cette dernière étant utilisée pour informer le candidat des éventuelles modifications.

ARTICLE 5 - PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1 Interdiction de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique, sont exclues de la procédure de passation du marché public, les personnes se trouvant dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un opérateur économique se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur.

En cas d'interdiction de soumissionner facultative, l'opérateur économique apporte, à la demande de l'acheteur tous les éléments permettant d'établir que sa fiabilité, son professionnalisme ou encore que sa participation à la présente consultation n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

En application des dispositions de l'article R.2144-3 à R.2144-5 du code de la commande publique, l'acheteur ne peut exiger que du seul soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché public qu'il justifie ne pas être dans un des cas d'interdiction de soumissionner.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de 10 (dix) jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

5.2 Présentation des candidatures et des offres

Les candidats doivent déposer leur candidature et leur offre par voie dématérialisée (électronique), sur la Plateforme des marchés de l'Etat "PLACE" www.marches-publics.gouv.fr sur le profil du pouvoir adjudicateur :

Le dépôt sera effectué de préférence sous forme d'une seule enveloppe contenant:

- dossier n° 1 : Candidature
- dossier n°2 : Offre

5.2.1 – Dossier n°1 : Candidature

Pièces de la candidature

Les candidats peuvent, à l'appui, de leur candidature, utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

Ils peuvent également utiliser le Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E) disponible à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Enfin, ils peuvent remettre les renseignements requis dans ces documents sous forme libre

Le dossier de candidature doit être complet. Il comprendra à minima les pièces suivantes (originales), datées et signées :

Liste des documents à fournir	DUME	Hors DUME
Capacité juridique du candidat		
Document Unique de Marché Européen (D.U.M.E) à fournir, le cas échéant, par chaque membre du groupement et par chaque sous-traitant	X	
Lettre de candidature et, le cas échéant, habilitation du mandataire par ses co-traitants (DC 1 ou DUME ou forme libre comportant l'ensemble des informations figurant dans le formulaire DC1) ;		X
Déclaration du candidat (DC2 ou DUME ou forme libre comportant l'ensemble des informations figurant dans le formulaire DC2) ;		X
Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier en application de dans aucun cas mentionnés aux articles L 2141-1 à L 2141-5 et L 2141-7 à L 2141-11 du Code de la commande publique (DC1 ou DUME ou forme libre) <ul style="list-style-type: none"> • n'entrer dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires ; • être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. 		X
La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire	X	X
Un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, d'un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner conformément au Code de la commande publique ;	X	X
L'état annuel des certificats reçus, signé par la direction générale des finances publiques ou la copie des certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant qu'il a effectué les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles dont la liste est fixée par voie réglementaire,		X

<p>Le cas échéant, le candidat produit, en outre, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7, et D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 précisant sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail), prévue aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. • Pour l'employeur établi hors de France qui emploie des salariés en détachement, les documents requis à l'article R.1263-12 du code du travail 	X	X
Capacité financière du candidat		
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant le domaine d'activité objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 ou forme libre) ;		X
Une attestation d'assurance responsabilité civile et risques professionnels en cours de validité ;	X	X
Un relevé d'identité bancaire	X	X
Capacités techniques et professionnelles		
Les références en cours d'exécution ou exécutées au cours des trois dernières années dans des domaines similaires ou analogues à ceux objets du présent marché, indiquant le montant, la date et le maître de l'ouvrage public ou privé, les prestations exécutées en propre et celles sous-traitées. Les prestations de services similaires sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique et par des exemples, descriptifs de réalisation (photographies, explications, etc...)	X	X
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années,	X	X
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat disposera pour l'exécution des prestations		

En l'absence de référence, le candidat pourra, par tout autre moyen à sa convenance considéré comme approprié par le pouvoir adjudicateur, justifier de ses capacités techniques ou professionnelles pour réaliser les prestations.

Les entreprises nouvellement créées peuvent justifier de leur capacité financière par tout autre moyen, notamment une attestation bancaire ou la preuve d'une assurance contre les risques professionnels.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique ou tout autre moyen approprié pour justifier qu'il en disposera pour l'exécution du marché public.

5.2.2 – Dossier n°2 : Offre

Pièces de l'offre :

- 1/ **Un acte d'engagement (A.E.)**, document joint à compléter, à dater et signer ;
- 2/ **Le cahier des clauses administratives et techniques particulières (C.C.A.T.P.)**, document joint à parapher, dater et signer sans modification ;
- 3/ **Le Bordereau des Prix Unitaire (B.P.U)**, et la **Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.)** complétée, ainsi que le devis éventuel du candidat,

4/ **La ou les attestation de visite** de l'un ou des sites du CREPS,

- 4/ **Un mémoire méthodologique et technique** décrivant les dispositions prévues pour l'exécution du marché en complément des spécifications du Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (C.C.A.T.P.), et permettant d'apprécier la valeur technique.

Il sera rédigé conformément aux critères de la valeur technique.

Il comportera :

1/ Une présentation des moyens humains proposés pour l'exécution des prestations, dans laquelle le candidat proposera notamment les éléments suivants :

- la composition de la cellule de projet,
- les compétences métier de l'équipe dédiée, expériences dans la conduite de projets similaires, formation, etc.
- organisation générale de l'équipe dédiée à l'occasion des différentes phases du marché

(temps passé par entité et par personne, présences aux réunions, suivi du projet...)

Les CV des membres de l'équipe dédiée au marché devront être joints à l'offre du candidat.

Le marché sera assuré par une équipe pluridisciplinaire regroupant les compétences suivantes :

- Compétence techniques en lien avec l'objet du marché (coordinateur, graphiste, chef de chantier, etc)
- Gestion de projet.

2/ Une présentation de la méthodologie

Le candidat précisera l'organisation prévue pour assurer l'exécution du marché notamment selon les éléments suivants :

- perception de l'opération au travers de la reformulation des objectifs de l'estimatif des besoins (programme);
 - relation avec le maître de l'ouvrage estimée notamment au travers des échanges menés lors de la phase d'étude et conception ;
 - méthode de travail pour mener à bien la mission en réponse aux contraintes et échéances du projet et à l'organisation du maître d'ouvrage;
 - le nombre et le type de réunions nécessaires à la conduite du projet, les rendus et le calendrier général de réalisation de la prestation objet du présent marché.
 - le contrôle qualité des prestations.
 - La performance en matière de développement durable.
- Tout autre document jugé utile et nécessaire à la réalisation de l'étude.

Nota bene : Après ouverture des plis, les offres incomplètes peuvent faire l'objet d'une demande de régularisation dans un délai donné, dans les conditions définies par la législation en vigueur.

ARTICLE-6 – CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Transmission par voie électronique obligatoire

Conformément à l'article R 2132 – 7 du Code de la commande publique, les candidatures et les offres sont transmises par voie électronique sur la plateforme des achats de l'état "PLACE" (www.marches-publics.gouv.fr) sur le profil du pouvoir adjudicateur :

Avant le 28 janvier 2021 à 18h00

La transmission des documents fait l'objet d'un accusé de réception électronique.

Niveau de signature électronique :

Tout certificat de signature conforme au référentiel général de sécurité ou à des conditions de sécurité équivalentes, conformément à l'article 3 de l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Signature électronique :

La signature n'est pas exigée lors de la transmission des candidatures et des offres.

Toutefois, l'offre devra être signée obligatoirement par un certificat électronique lors de la conclusion du marché (article R 2182 -3 du Code de la commande publique).

Virus informatique

Tout document comportant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Avertissement

Il appartient à chaque candidat de tenir compte de la durée de téléchargement qui est fonction du débit d'accès internet dont il dispose et de la taille des documents qu'il transmet.

Seules la date et l'heure de la fin d'acheminement font foi pour déterminer le caractère recevable ou hors délai d'une offre transmise par voie dématérialisée. Ainsi, les offres qui seront réceptionnées par le serveur après l'heure limite (même si le début de la transmission a été effectué avant cette heure) ne seront pas examinées et seront considérées hors délai.

En cas d'envois successifs, une seule sera retenue la dernière réponse déposée avant la date limite de remise des plis.

En cas de difficultés rencontrées lors du dépôt de l'offre, il appartient au candidat de contacter l'assistance technique en ligne de la plateforme pour la résolution du problème concerné. Le cas échéant, il convient de demander un justificatif (tickets) qui sera transmis à l'appui de l'offre.

ARTICLE 7 – SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres sont effectués dans le respect des principes fondamentaux de la Commande Publique, dans les conditions prévues aux articles R 2152-6 et R 2152 -7 du Code de la commande publique, au moyen des critères énoncés ci – dessous.

7.1 Examen des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont, sans hiérarchie ni pondération :

- Garanties et Capacités Techniques : Moyens humains et techniques du candidat + CA des trois dernières années.
- Capacités Professionnelles : Similaires à l'objet du marché.

Si les candidatures sont analysées avant les offres et s'il apparaît que des pièces du dossier de candidatures sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié et identique pour tous.

Si les offres sont analysées avant les candidatures, seule la candidature du titulaire pressenti est analysée. Si ce dernier ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnées au présent Règlement, et conformément aux articles R 2144-1 à R 2144-7 du Code de la commande publique, son offre est rejetée.

Dans ce cas, sa candidature est déclarée irrecevable et la candidature est éliminée par le pouvoir adjudicateur, qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

7.2 Examen des offres

7.2.1 Analyse des offres

Le choix et le classement des offres se fait en fonction des critères pondérés suivants :

Critère 1 : Le prix : 30 %

Le critère prix sera analysé au vu :

- de la D.P.G.F. (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) complétée, relative à la partie étude et conception du marché (phase 1), pour 15 % des 30 % pré-cités.
- du devis détaillé fourni par le candidat le cas échéant,
- du D.Q.E.(Détail Quantitatif Estimatif) établi par le CREPS sur la base du B.P.U. complété par le candidat, pour 15% des 30 % pré-cités (phase 2).

Ces documents seront réalisés notamment à partir des Annexes au C.C.A.T.P. (dont notamment l'Annexe Estimation des besoins fonctionnels de chacun des sites).

Le prix sera noté sur 100 points.

Les notes seront calculées en fonction du rapport entre l'offre la plus basse et l'offre de chacun des candidats.

Critère 2 : La valeur technique : 70%

Le critère de la valeur technique sera apprécié à travers le mémoire technique, au regard de trois sous critères pondérés de la façon suivante:

1-Adéquation des moyens humains proposés à l'exécution de prestations, présentation de l'équipe dédiée : 25 %

2- La cohérence et la qualité de la méthodologie proposée : 35 %

- perception du projet sur chacun des sites,
- compréhension des enjeux, objectifs, et points d'attention du projet,
- présentation d'un plan d'actions pour les phases d'étude, de conception, de mise en œuvre,
- méthode de travail,
- relation avec le maître d'ouvrage, réunions, pilotage, calendrier,
- Dispositif éventuel de contrôle qualité des prestations délivrées.

3- Critère environnemental : la performance en matière de développement durable : 10 %

Le candidat précisera de quelle manière il prend en compte le développement durable dans son organisation, d'un point de vue économique, social et environnemental, dans le cadre des prestations liées au marché (exemple : valorisation des déchets, etc...).

7.2.2 Classement et négociation

Les offres seront classées par ordre décroissant des points obtenus sur 100.

Le pouvoir adjudicateur effectuera un premier classement des offres.

A l'issue de cette première analyse des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, librement et de sa seule initiative, avec les 3 (trois) candidats ayant obtenu le plus de points.

Cette négociation ne constitue en aucun cas un droit pour les candidats, qui demeurent en tout état de cause tenus par leur offre initiale pendant toute la durée de leur validité.

Le pouvoir adjudicateur choisit librement les modalités de déroulement des discussions et d'information des candidats admis à participer aux négociations. A cette fin, il peut utiliser tous les moyens habituels de communication, y compris le téléphone, le courriel et tous autres systèmes de communications électroniques. Les négociations peuvent également donner lieu à un ou plusieurs entretiens dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Lorsqu'il estime que les discussions sont parvenues à leur terme le pouvoir adjudicateur adresse aux candidats un courrier par voie postale ou électronique, afin de les inviter à remettre une nouvelle offre. Cette dernière sera remise à une date et une heure identiques pour tous les candidats.

Les offres finales sont intégrées dans l'analyse, selon les mêmes critères que ceux- définis ci – dessus, pour un classement final.

Le marché est attribué par le pouvoir adjudicateur au candidat dont l'offre est jugée économiquement la plus avantageuse au regard des critères de sélection déterminés ci – dessus.

En cas d'égalité de points, les offres concernées sont classées suivant le critère du prix. L'offre la moins - disante étant la mieux classée. Le candidat retenu est celui dont l'offre est classée première.

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations mentionnés dans le présent Règlement de consultation, conformément à l'article R 2144 – 7 du Code de la commande publique. Le délai imparti pour remettre ces documents ne pourra pas être supérieur à 8(huit) jours.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment mettre fin à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES -QUESTIONS

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) : [https://www.marches- publics.gouv.fr/](https://www.marches-publics.gouv.fr/)

Les questions des candidats devront être envoyées au plus tard 10 (dix) jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée à tous les opérateurs économiques identifiés ayant téléchargé le dossier de consultation, 4 (quatre) jours au plus tard avant la date limite de remise des offres (article R.2132-6 du code de la commande publique).

Aucune question ne pourra être posée verbalement et aucune réponse ne sera donnée en dehors du dispositif prévu ci-dessus.

Il est donc fortement recommandé aux candidats de s'inscrire et de s'identifier préalablement sur la plateforme de dématérialisation avant de télécharger le dossier de consultation, pour être informé des compléments qui lui seraient apportés et des réponses apportées par le pouvoir adjudicateur aux questions posées par d'autres candidats. Les candidats qui ne s'identifieront pas préalablement ne pourront être alertés.

Afin de respecter les principes de transparence des procédures et d'égalité de traitement des candidats définis par l'article L 3 du Code de la commande publique, tout renseignement complémentaire obtenu par un candidat, et toutes réponses aux questions d'ordre général sera communiquée à tous les candidats ayant demandé un dossier de consultation, via le profil acheteur.

En cas de réponse à une question de détail ne mettant pas en cause les principes de transparence de la procédure et d'égalité de traitement des candidats, il ne sera répondu qu'à l'auteur de la question.

ARTICLE 9 : TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Pour l'exécution du marché public, le titulaire, le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, «règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 10 : VOIE DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Le tribunal administratif territorialement compétent est le tribunal administratif de Marseille.

Adresse : 22-24 rue Breteuil – 13 006 MARSEILLE

E-Mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr

Tel : 04 91 13 48 13 – Fax : 04 91 81 13 87 ou 04 91 81 13 89

URL: <http://marseille.tribunal-administratif>.

Des renseignements concernant l'introduction des recours peuvent être obtenus auprès de cette même instance.